

puis, des estimations supplémentaires, se montant à \$36,000,000, ont été déposées devant nous, et il y en a d'autres que mon honorable ami vient de mentionner, qui se montent à \$10,000,000. Si nous ajoutons le montant voté, dernièrement, pour la démobilisation, montant de \$300,000,000, nous arrivons au total des dépenses à faire durant le présent exercice, lequel se monte à plus de \$700,000,000; on se demande comment le pays pourra faire face à cette immense dépense.

Le ministre des Finances a estimé à \$281,000,000 le revenu de l'exercice 1919-20. Comme on l'a fait remarquer lors du débat sur le budget, ce revenu ne pourra payer guère plus que les dépenses ordinaires du pays, estimées alors à \$270,000,000. Comme on l'a dit alors, il faut une somme de \$50,000,000 pour faire face aux déboursés à faire sur le compte du capital. La Chambre peut donc voir que le revenu de \$280,000,000 de l'exercice de 1919-20 comprend les taxes appelées taxes de guerre prévues par les différentes lois soumises au Parlement. Cependant, aucune partie de ces taxes ne pourra être perçue pour le paiement des dépenses de guerre et de celles à encourir pour la démobilisation. J'ai été assez naïf pour croire d'abord que ces taxes serviraient à couvrir une partie des dépenses encourues pour la guerre; mais le fait est que les deniers prélevés de cette manière doivent maintenant servir à payer les dépenses ordinaires du pays, et nous serons obligés d'emprunter les fonds nécessaires pour couvrir la différence, c'est-à-dire ce qui manquera pour faire face aux dépenses de guerre. Je ne vois pas d'autre mesure à prendre pour faire face à cette différence entre le revenu et les dépenses du pays telle qu'estimée par le ministre des Finances.

Les chiffres donnés pour l'exercice de 1918-19 font voir que nous avons perçu en taxes de guerre \$156,000,000; mais quand il s'est agi d'appliquer cette somme, on n'a pris sur ce montant que \$48,000,000 pour les dépenses de guerre. En sorte que, durant l'exercice de 1918-19, pendant que le peuple payait une énorme montant en taxes de guerre, une faible partie de ce montant seulement a servi réellement aux fins de la guerre.

Si je jette un regard sur l'avenir, j'entrevois que, si la production n'est pas accrue, ou si la récolte en Canada n'est pas bonne, durant la présente année, nous nous trouverons dans une position dangereuse, et il nous sera difficile de trouver les fonds

requis pour faire face aux besoins du pays. Le montant de l'intérêt que nous avons à payer sur la dette nationale s'est accru jusqu'à environ \$102,000,000. Nous avons aussi à payer une somme considérable pour les pensions—somme qui s'est accrue et excède le chiffre donné par le ministre des Finances en soumettant le budget, et qui est susceptible de s'accroître davantage. Le ministre des Finances a estimé les pensions à \$30,000,000; mais nous avons depuis adopté un bill des pensions, qui augmente considérablement le taux des pensions devant être payées dans les divers cas. On ne nous a pas fait connaître le montant des augmentations allouées pour les pensions de la présente année; mais, ces augmentations ajouteront une somme considérable au total en premier lieu estimé. Les dépenses de ce chef, seront—je le présume du moins—encore plus élevées que les chiffres que je viens de donner à la Chambre. Cet état de choses oblige le pays de bien se rendre compte de la position critique dans laquelle il se trouve—position pouvant causer des embarras d'une extrême gravité, à moins que nous ne prenions les plus vigoureuses mesures pour réduire, autant que possible, les dépenses, et éviter celles qui ne sont pas entièrement justifiables. Afin de pouvoir surmonter les difficultés qui se présentent, nous devrions voir à ce que tous les deniers publics soient dépensés de manière à favoriser la production et le développement de nos ressources naturelles. Des mesures énergiques devraient être prises pour que les affaires publiques soient administrées le plus économiquement possible. La manière dont nos affaires financières ont été administrées, depuis quelques années, est très dangereuse. Notre principale préoccupation, depuis quelques années, a été de gagner la guerre, et nous nous sommes moins occupés de la question de savoir comment les crédits de guerre votés devaient être judicieusement dépensés, ou si nous obtenions l'équivalent de nos déboursés.

J'ai remarqué, l'autre jour, qu'en Angleterre un comité avait été nommé pour faire avec soin une enquête sur les dépenses faites par le gouvernement, et aussi pour voir à ce que la grande quantité de matériaux et fournitures ou d'approvisionnements, qui est restée dans les dépôts après la guerre—et devenue par suite inutile aux armées, soit vendue le plus avantageusement possible. De sérieuses révélations ont été faites en Angleterre sur les contrats passés pour les fins de la guerre, et il